

FAITS MARQUANTS DE L'AWG-LCA 12 ET DE L'AWG-KP 14 LUNDI 4 OCTOBRE 2010

Les pourparlers de Tianjin sur les changements climatiques ont débuté lundi avec une cérémonie de bienvenue. Dans la matinée, le Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA) a tenu sa séance plénière d'ouverture, suivie par la plénière d'ouverture du Groupe de travail spécial sur les nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP). Dans l'après-midi, les groupes de rédaction se sont réunis dans le cadre de l'AWG-LCA pour examiner la vision commune, l'adaptation, les finances, la technologie et le renforcement des capacités. Les groupes de contacts sur les réductions des émissions de l'Annexe I et les autres questions se sont réunis dans le cadre de l'AWG-KP).

CÉRÉMONIE DE BIENVENUE

Huang Xingguo, Maire de Tianjin, a souhaité aux participants la bienvenue à Tianjin, ville qu'il a décrite comme le modèle chinois pour ce qui est du développement des économies circulaires. Il a déclaré que la réunion est une illustration des efforts de la Chine pour mettre en œuvre la Feuille de route de Bali. Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres, a souligné la nécessité de faire en sorte que le multilatéralisme ne soit pas considéré comme "une route sans fin" et a exhorté les parties à empêcher les impacts des changements climatiques d'effacer les progrès du développement. Elle a déclaré qu'un ensemble de décisions de la CdP et de la CdP/RdP pourrait constituer un résultat réalisable à Cancun, décisions qui pourraient inclure les cadres pour l'adaptation et le transfert de technologie, le renforcement des capacités, un mécanisme financier et le lancement d'une phase préparatoire pour la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD). Elle a souligné que l'examen de ces questions ne peut pas progresser sans la clarté sur les questions politiques sensibles, y compris le financement de démarrage rapide, l'avenir du Protocole de Kyoto, l'officialisation des engagements antérieurs pris par les parties, le financement à long terme, les mesures de riposte et une compréhension de l'«équité» pour guider travail à long terme.

Dai Bingguo, Conseiller d'Etat de la Chine, a exhorté les délégués à trouver sans délai, un consensus sur un accord juridiquement contraignant. Il a souligné les objectifs d'atténuation de la Chine et suggéré que les parties doivent respecter le cadre de la CCNUCC et s'appuyer sur les résultats

de la Conférence de Copenhague pour promouvoir la mise en œuvre de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto; respecter les principes de responsabilités communes mais différenciées lors de la fixation des objectifs pour les pays développés et « étoffer » le soutien financier et technologique aux pays en développement; et trouver un équilibre entre le développement économique, l'éradication de la pauvreté et la protection du climat.

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE DE L'AWG-LCA

QUESTIONS D'ORGANISATION: Margaret Mukahanana-Sangarwe (Zimbabwe), la présidente, a décrit cette session comme celle où devront se "faire ou défaire les résultats vers Cancun". Elle a suggéré que les parties se concentrent sur les questions susceptibles d'être résolues avec le temps encore disponible avant Cancun, en gardant à l'esprit la nécessité d'un équilibre entre les éléments du Plan d'action de Bali (PAB). Elle a également indiqué son intention de présenter à la CdP 16, un ensemble de projets de décisions qui sont sur le point d'être approuvées entièrement. Les parties ont ensuite adopté l'ordre du jour (FCCC/AWGLCA/2010/12) et convenu de l'organisation du travail (FCCC/AWGLCA/2010/12 et 13).

PRÉPARATION D'UN RÉSULTAT À LA CdP 16: Le Secrétariat a présenté le document (FCCC/AWGLCA/2010/13-14; MISCs.6-7). Dans le rapport sur les réunions de l'intersession, le Mexique a souligné les préparatifs pour Cancun, notamment : le dialogue ministériel informel sur le financement du climat ; une série d'activités tenues parallèlement à la 65e session de l'Assemblée Générale de l'ONU en septembre 2010 à New York, Etats-Unis ; et un atelier technique international pour les États et les peuples autochtones en vue de la CdP 16, organisé également en septembre 2010 au Mexique.

Le représentant de la SUISSE a présenté les résultats du Dialogue ministériel informel sur le financement du climat, qui s'est tenu les 2 et 3 septembre 2010 à Genève, en Suisse. Il a noté que quatre questions ont été examinées: un nouveau fonds pour le climat ; le rôle du secteur privé ; la structure du fonds ; et les sources de financement à long terme. Il a conclu que les propositions constructives qui ont été faites au cours de ce dialogue informel alimenteront les négociations officielles en vertu de la CCNUCC.

DECLARATIONS D'OUVERTURE: Les parties ont généralement exprimé leur appui à l'adoption d'un ensemble équilibré de décisions à Cancun. Le Yémen, au nom du G-77/CHINE, a souligné que les travaux de l'AWG-LCA devraient être fondés sur les principes et les dispositions de la Convention et du PAB, et ne doivent pas reclasser ou établir des différences entre les pays en développement. Il a appelé à la poursuite des

négociations et à la détermination des éléments prêts à être inclus dans un ensemble équilibré ; l'adoption de décisions à Cancun conformément au PAB ; le respect de l'équilibre entre les deux voies de négociation, soulignant la nécessité de veiller à ces décisions ne compromettent pas l'objectif ultime d'un résultat global et ambitieux juridiquement contraignant.

La République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAIN, a appelé à l'établissement de nouveaux mécanismes, y compris un comité sur l'adaptation chargé de fournir un appui technique pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation accrues, et un fonds dans le cadre de la CdP, auquel contribueraient les pays développés à hauteur de 1,5% de leur produit intérieur brut (PIB) par an. Il a déclaré que l'AWG-LCA devrait se concentrer sur l'amélioration du niveau d'ambition des pays de l'Annexe I non-parties au Protocole de Kyoto, et sur la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, le REDD et la conservation (REDD+). Il a appelé les parties à éviter l'insertion de texte qui s'écarte de ce qui a été convenu lors des sessions précédentes.

La représentante de Grenade, au nom de l'ALLIANCE DES PETITS ETATS INSULAIRES (AOSIS), a déclaré que la CdP 16 devra démontrer que la communauté internationale livrera un résultat juridiquement contraignant dans un délai précis. Elle a proposé des décisions sur: la création d'un organe permanent pour aider à la conception et à l'exécution des mesures d'adaptation; les arrangements institutionnels pour traiter les pertes et dommages; REDD +; le renforcement des capacités et les mesures de riposte. S'agissant de l'atténuation, elle a recommandé de s'appuyer sur le Protocole de Kyoto pour la mise en œuvre du dispositif de MRV par les pays développés, et suggéré l'adoption de nouvelles règles pour les pays en développement sur les communications nationales et la fréquence des inventaires. Au sujet du financement, elle a appelé à la création officielle d'un nouveau fonds et d'un nouvel organe de supervision.

Le Lesotho, au nom des PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA), a exhorté les parties à identifier et à mettre l'accent sur les questions susceptibles de faire l'objet de décisions concrètes à Cancun. Il a appelé à un financement accru de manière substantielle, accessible et supplémentaire en faveur des PMA et, à propos de l'adaptation, a déclaré que les PMA devraient recevoir 70% des 1,5% proposés du PIB des parties l'Annexe I, destinés à l'adaptation.

Le représentant de l'UE a souligné que son objectif global pour Cancun est de faire autant de progrès que possible vers un résultat ambitieux, global et juridiquement contraignant en vue de l'objectif de 2 ° C. Il a ajouté que l'UE attend avec intérêt la mise en place d'un cadre d'adaptation et d'un mécanisme de la technologie ainsi que les arrangements institutionnels y afférents, et a noté la nécessité d'une décision sur la création du Fonds vert sur le climat annoncé à Copenhague et le financement de démarrage rapide. Il a réaffirmé que l'UE contribuera annuellement 2,4 milliards d'Euros cours de la période 2010-2012 pour le financement de démarrage rapide.

La représentante d'Australie, au nom de GROUPE DE COORDINATION, a noté que les décisions devraient consolider les réalisations obtenues à ce jour; indiquer les grandes lignes pour aller de l'avant ; et galvaniser l'action immédiate en mettant en œuvre l'Accord de Copenhague. Elle a également souligné le dispositif de MRV, la consultation et l'analyse internationales comme éléments essentiels de tout ensemble de décisions équilibré à Cancun.

La Suisse, au nom du GROUPE DE L'INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE, a souligné l'importance des progrès réalisés dans le cadre de l'AWG-LCA et indiqué que les parties devraient s'efforcer pour parvenir à un ensemble de projets de décisions avant la fin de la semaine.

Belize, au nom SYSTEME D'INTEGRATION CENTRAMERICAINE (SICA), s'est dit favorable à un pic des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2015 et a appelé à des progrès sur l'adaptation et le financement.

La représentante du Venezuela, au nom de l'ALLIANCE BOLIVARIENNE POUR LES PEUPLES DE NOTRE AMERIQUE (ALBA), a appelé à des progrès équilibrés sur tous les éléments du PAB, afin de permettre l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant à Cancun, pour renforcer et compléter le Protocole de Kyoto. Elle a ajouté que l'instrument devra inclure tous les pays développés.

Le représentant d'Égypte, au nom du GROUPE ARABE, a plaidé pour une concentration des négociations sur les questions qui pourraient être résolues et permettre d'aboutir à un accord équilibré. Il a déclaré que le PAB constitue la base des négociations pour les deux AWG et que les résultats de Cancun doivent être conformes aux principes de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto, y compris le principe de responsabilités communes, mais différenciées, et la fourniture de financement et de technologie aux pays en développement.

Le représentant du CHILI, s'exprimant également pour la Colombie, le Costa Rica, le Pérou et la République dominicaine, a noté qu'un ensemble équilibré de décisions n'est « ni nébuleux, ni vague. »

L'ICLEI-Gouvernements locaux pour la durabilité, au nom des gouvernements locaux et des autorités municipales, s'est dit préoccupé par l'absence de référence au niveau local et à l'action décentralisée, en particulier dans le texte sur l'atténuation.

La Chambre de commerce internationale, au nom des ONG du COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (BINGO), a demandé de donner la priorité aux résultats qui prévoient: des mesures comparables et de coopératives à long terme; des conseils sur les méthodes d'inventaire de GES ; et l'examen des MRV des actions nationales.

Climate Action Network, au nom des ONG environnementales (ONGE), a exprimé de grandes attentes pour Cancun, exhortant les parties à aller au-delà « rien n'est convenu tant que tout n'est pas convenu » et soulignant la nécessité de convergence en vue de s'accorder sur un mandat clair pour un accord contraignant à être conclu à la CdP 17. Les Amis de la Terre, au nom des ONGE, ont déploré les tentatives de « démantèlement » de l'architecture de la CCNUCC en vue de la remplacer par une approche basée sur des promesses, et déclaré que le financement climatique ne doit pas être utilisé comme monnaie d'échange contre les pays en développement.

Campagne mondiale pour l'action climatique, au nom des ONG pour la jeunesse (YOUNGO), a noté qu'en dépit de Copenhague, le mouvement climatique ne cesse de s'amplifier et que de plus en plus de personnes expérimentent les impacts du changement climatique dans leur pays. Elle a appelé à un accord international en conformité avec la science et la justice.

La Fédération internationale des producteurs agricoles, au nom de FARMERS CONSTITUENCY, a souligné l'importance: d'assurer la sécurité alimentaire locale et mondiale; de répondre aux besoins d'adaptation des agriculteurs et d'inclure l'agriculture dans le texte de négociation.

Tebtebba, au nom des PEUPLES AUTOCHTONES, a appelé à la reconnaissance des droits des peuples autochtones conformément à la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones (DDPA).

La représentante de Gender CC-Women pour la justice climatique, au nom des ONG pour les questions sexospécifiques, a souligné l'importance du développement durable à faible émissions carboniques, déclarant que les femmes souhaitent voir une société disposant de transport en commun, des énergies renouvelables et de logement à consommation énergétique efficace.

GROUPE DE CONTACT DE L'AWG-LCA : Mukahanana-Sangarwe, la présidente, a ouvert la première réunion du groupe de contact de l'AWG-LCA. Elle a proposé la poursuite des

quatre groupes de rédaction créés à l'AWG-LCA 11, à savoir l'AWG sur : une vision commune, facilité par Anders Turesson (Suède) ; l'adaptation, facilité par Kishan Kumarsingh (Trinité-et-Tobago) ; l'atténuation, facilité par Richard Muyungi (Tanzanie) et Audun Rosland (Norvège) ; et les finances, la technologie et le renforcement des capacités, facilité par Burhan Gafoor (Singapour) et Maas Goote (Pays-Bas). Elle a indiqué que des sous-groupes peuvent également être établis pour travailler sur des questions spécifiques.

GROUPES DE CONTACT DE L'AWG-LCA

GROUPE DE RÉDACTION SUR L'ADAPTATION :

Kishan Kumarsingh, le facilitateur, a donné un aperçu du travail effectué au cours de la session d'août. Il a indiqué que le but des discussions sera de continuer à réduire les options dans chaque section afin de rationaliser le texte.

Après discussion, les parties ont convenu de commencer par l'examen de deux options sur les dispositions institutionnelles : créer un comité sur l'adaptation, ou renforcer, améliorer et mieux utiliser les dispositifs institutionnels existants. De nombreux pays en développement ont exprimé leur préférence pour la première option. Certaines parties ont également noté que des éléments de la deuxième option pourraient être intégrés dans la première option. Certains pays industrialisés ont également relevé que certains éléments de la deuxième option pourraient être intégrés dans la première option. Un pays développé a souligné que la première option devrait tenir compte des institutions existantes et a fait appel à la cohérence entre ce qui est proposé et ce qui existe déjà.

Les Parties ont également examiné deux options sur le traitement des pertes et dommages : l'établissement d'un mécanisme international, ou le renforcement de la coopération internationale et de l'expertise.

COMITÉ DE RÉDACTION SUR UNE VISION

COMMUNE: Le groupe de rédaction sur une vision commune a examiné la séquence de travail et commencé la lecture du texte paragraphe après paragraphe. De nombreux pays en développement ont souligné que tous les éléments du PAB doivent être traités de manière intégrée dans le texte sur une vision commune.

Les parties ont convenu d'entamer des discussions avec le paragraphe 68 du projet de texte sur l'examen périodique de l'objectif à long terme, à la lumière de l'objectif ultime de la Convention. Dans plusieurs libellés du texte, un groupe diversifié de pays, contré par d'autres, ont appuyé l'examen de l'« adéquation » de l'objectif, des engagements et des mesures à long terme pour l'atténuation, l'adaptation, le financement, le développement et le transfert de technologie, et le renforcement des capacités.

A propos du paragraphe 69, l'examen des éléments devra prendre en compte la proposition d'un groupe de pays en développement d'utiliser les impacts sur les PMA et les petits États insulaires en développement (PEID) comme points de référence clés pour évaluer l'adéquation de l'objectif à long terme. Un pays développé a suggéré d'inclure des informations sur la disponibilité de la technologie, les coûts économiques, le niveau d'effort et les « obstacles individuels et collectifs au déploiement des efforts supplémentaires. » Plusieurs pays en développement ont demandé le remplacement de "meilleure" science disponible par science "revue par des pairs".

GROUPE DE RÉDACTION SUR LES FINANCES, LA TECHNOLOGIE ET RENFORCEMENT DES

CAPACITÉS: Dans l'après-midi, les discussions ont porté sur la création d'un nouveau fonds (par. 60, chapitre I et paragraphe 8, chapitre III, FCCC/AWGLCA/2010/14), proposition qui a reçu un soutien général des parties. Plusieurs pays en développement ont souligné la nécessité de déterminer l'ampleur et les sources de financement, et noté que le fonds devrait faire partie du processus de la CCNUCC.

Certains pays développés ont souligné la nécessité de produire un ensemble équilibré à Cancun, en notant que le financement, la technologie et le renforcement des capacités constituent les éléments clés de cet ensemble. Certaines parties ont maintenu que le fonds devra être doté : d'une structure de gouvernance placée sous la tutelle de la CdP; d'un mécanisme de contrôle clairement identifiable; et d'une représentation équilibrée et équitable des parties. D'autres parties ont parlé de la nécessité pour le fonds d'être soumis au MRV.

Le groupe de contact a décidé de créer un sous-groupe sur le nouveau fonds.

AWG-KP PLENIERE D'OUVERTURE

QUESTIONS D'ORGANISATION : Le président John Ashe (Antigua-et-Barbuda) a ouvert la session, notant que la tâche principale consiste à réduire les options dans le texte du président (FCCC/KP/AWG/2010/CRP.2). Les parties ont adopté l'ordre du jour (FCCC/KP/AWG/2010/12) et convenu de l'organisation du travail (FCCC/KP/AWG/2010/13).

NOUVEAUX ENGAGEMENTS POUR LES PARTIES À L'ANNEXE I : Le président John Ashe, (Antigua et Barbuda), a introduit les soumissions des parties sur le texte du président (FCCC/KP/AWG/2010/MISC.6). Il a déclaré que quatre groupes de contact se réuniront sur : l'échelle des réductions (« chiffres »), co-présidé par Jürgen Lefevere (EU) et Janine Coyo Felson (Belize); les autres questions, y compris l'UTCATF, le mécanisme de flexibilité et les questions de méthodologies, présidé par le vice-président de l'AWG-KP, Adrian Macey (Nouvelle Zélande); les conséquences potentielles, co-présidé par Eduardo Calvo Buendía (Pérou) et Andrew Ure (Australie); et les questions juridiques, co-présidé par Gerhard Loibl (Autriche) et Daniel Ortega (Équateur).

DÉCLARATIONS D'OUVERTURE: Le Yémen, au nom du G-77/CHINE, s'est dit préoccupé par la lenteur des progrès dans l'adoption des conclusions sur l'échelle des réductions des émissions de l'Annexe I. Il a insisté sur une deuxième période d'engagement pour les parties à l'Annexe I, soulignant l'insuffisance des engagements actuels et déclarant que le texte actuel devrait être utilisé comme base pour les négociations.

Le représentant de la Belgique, au nom de l'UE, a appelé à un régime post-2012 ambitieux et souligné leur préférence pour un accord juridiquement contraignant unique, incorporant les éléments essentiels du Protocole de Kyoto. Il a cependant souligné la flexibilité sur une deuxième période d'engagement dans le cadre d'un accord global juridiquement contraignant, avec un "partage équitable" des réductions d'émissions par les pays de l'Annexe I non-parties au Protocole de Kyoto et d'autres émetteurs importants.

L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a fait part de son engagement à faire partie d'un résultat durable, équitable, efficace et global avec la participation de toutes les grandes économies. Elle a indiqué qu'il ne pouvait pas y avoir plus de clarté sur les chiffres tant que les règles et les grandes lignes des résultats post-2012 ne sont pas clarifiées.

La Grenade, au nom de l'AOSIS, a appelé à : la réalisation d'un accord sur une deuxième période d'engagement de cinq ans avec 1990 comme année de base unique, juridiquement contraignante ; un accord sur les règles comptables de l'UTCATF ; l'identification des moyens possibles pour le traitement des unités excédentaires de quantités attribuées (UQA) ; une entente sur un processus transparent pour transformer engagements d'atténuation en objectifs quantifiés de limitation et de réduction d'émissions (QELRO), et l'augmentation du niveau global d'ambition.

Le représentant de la Suisse, au nom du GROUPE DE L'INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE, a souligné l'importance des objectifs chiffrés dans le cadre d'un ensemble de décisions permettant de progresser vers un régime climatique équilibré et équitable. Il a appelé à la clarification des règles et des options qui affectent le niveau d'ambition,

y compris les règles comptables de l'UTCATF, la durée des périodes d'engagement, le panier de gaz et le report des UQA excédentaires.

Le Lesotho, au nom des PMA, a appelé les pays développés à faire preuve de leadership et de volonté politique nécessaires pour lutter contre les changements climatiques. Il a souligné la nécessité d'œuvrer pour un résultat concret et réalisable à Cancun, qui servirait de base à un résultat ambitieux et juridiquement contraignant. Il a indiqué que les lignes directrices pour le traitement de l'UTCATF et les règles pour l'amélioration de la répartition géographique des projets du Mécanisme de Développement Propre (MDP) doivent être finalisées.

Belize, au nom du SICA, a appelé les parties de l'Annexe I à augmenter leur niveau d'ambition, et a souligné la nécessité d'éviter un décalage entre les périodes d'engagement. L'Égypte, au nom du GROUPE ARABE, a déclaré qu'un accord sur une deuxième période d'engagement constitue la première priorité qui exige l'engagement et l'abandon de la condition préalable selon laquelle toutes les parties doivent prendre des responsabilités. Il a salué le texte du président comme une bonne base pour les négociations. La Bolivie, au nom de l'ALBA, a déploré les efforts visant à «éliminer le Protocole de Kyoto», soulignant l'urgence des travaux de l'AWG-KP qui doivent être conclus à la CdP / RdP 6 à Cancun.

Le représentant de la République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a souligné la nécessité de modifier le Protocole de Kyoto afin d'établir une deuxième période d'engagement et les suivantes, et a déploré les signes que les parties à l'Annexe I ne sont pas pleinement engagées pour une entente dans le cadre de l'AWG-KP. Il a en outre: mis en évidence un engagement de conclure les négociations sur l'UTCATF; salué les progrès sur les règles de comptabilité de la gestion forestière; appelé à l'exploration des options juridiques sur un éventuel décalage entre les périodes d'engagement et demandé instamment la poursuite des travaux sur l'adoption des règles et des méthodologies pour les projets du MDP impliquant les petites et moyennes entreprises.

BINGO a encouragé les efforts pour mener des consultations sur les questions d'intérêt commun aux deux groupes de travail spéciaux, notant que les liens et les chevauchement demeurent confus et que le secteur des entreprises exige de la clarté sur les engagements et les moyens disponibles pour les honorer. L'ICLEI a souligné que l'action climatique réussie au niveau local peut être renforcée. Le représentant de YOUNGO souligné que les participants sont là pour «se battre pour une vie meilleure et un monde meilleur.»

L'ONGE a déclaré que les projets du MDP ne doivent pas entraîner la perte de moyens de subsistance; et PEUPLES AUTOCHTONES a appelé à un résultat contraignant dans le cadre du Protocole de Kyoto, qui: reconnaît les droits autochtones au sens de la DDPA; supprime les faiblesses de l'UTCATF, et utilise une approche basée sur le financement, plutôt qu'une approche basée sur le marché. CLIMATE ACTION NETWORK a déclaré que la meilleure adaptation réside dans une atténuation d'urgence et a appelé à la suppression de l'écart de 7 à 10 gigatonnes. Les SYNDICATS ont exhorté les pays de l'Annexe I à faire une transition vers une économie à faible émissions carboniques et qui respecte les travailleurs.

QUESTIONS DIVERSES: Le président Ashe a noté que Shin Yeon-Sung (République de Corée) poursuivra les consultations informelles avec les parties sur les questions d'intérêt commun entre l'AWG-LCA et l'AWG-KP.

GROUPES DE CONTACT DE L'AWG-KP

GROUPE DE CONTACT SUR LES «QUESTIONS DIVERSES»: Rappelant l'objectif qui consiste à réduire les options dans le texte du président (FCCC/KP/AWG/2010/CRP.2), Macey, le vice-président de l'AWG-KP, a souligné les progrès réalisés sur l'UTCATF au cours de la session

d'août. Il a noté qu'il y aura cinq consultations informelles sur l'UTCATF, co-animées par Marcelo Rocha (Brésil) et Peter Iversen (Danemark), ainsi que deux réunions de chacun des sous-groupes sur les mécanismes de flexibilité et le panier des questions méthodologiques, toutes facilitées par lui-même. Il a indiqué qu'il y aura trois groupes de contact, dont un consacré à l'UTCATF, et que des dispositions seraient prises pour une réunion conjointe avec le groupe sur les chiffres.

GROUPE DE CONTACT SUR LES RÉDUCTIONS D'ÉMISSIONS DE L'ANNEXE I ("CHIFFRES"): Le co-président Jürgen Lefevère a expliqué que l'objet des discussions sera de rationaliser davantage le texte du président sur les nouveaux engagements des parties à l'Annexe I (FCCC/KP/AWG/2010/CRP.2), notant que Ashe, le président de l'AWG-KP, a demandé que les parties s'emploient à réduire considérablement ce texte. Il a résumé le plan de travail proposé pour le groupe de contact, qui inclut des discussions sur: la conversion des promesses en objectifs chiffrés; les efforts et les réalisations à ce jour et le report des UQA excédentaires, ainsi que l'échelle des réductions d'émissions globales et individuelles, y compris la durée des périodes d'engagement et l'année de base.

Le co-président Lefevère informé les parties qu'un document exposant les efforts et les réalisations à ce jour est en cours de préparation. Il a en outre noté que plusieurs parties avaient attiré l'attention sur des erreurs dans le texte du président, ou sur le fait que le texte ne reflète pas entièrement leurs points de vue, et a invité ces parties à identifier ces erreurs ou lacunes. Les ÉTATS FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE et LE BRÉSIL ont ensuite donné des précisions sur leurs propositions sur diverses questions telles que les engagements des parties à l'Annexe I et le report des UQA excédentaires; des erreurs également été identifiées dans le texte du président.

DANS LES COULISSES

Les spacieux couloirs de l'impressionnant nouveau centre des Congrès et des Expositions de Tianjin Meijiang ont été remarquablement subjugués le jour de l'ouverture des pourparlers de Tianjin sur les changements climatiques, avec des négociateurs fatigués qui se plaignaient de «la fatigue de la réunion» et de ne pas entrevoir l'aboutissement des négociations. De nombreux négociateurs semblaient résignés à l'inévitable de ne pas obtenir un accord juridiquement contraignant avant la CdP 17 en Afrique du Sud, alors qu'ils discutaient de ce à quoi pourrait ressembler un ensemble de décisions "équilibré" issu de la CdP 16. « Nous avons besoin de savoir ce que nous allons transmettre à la CdP/et CdP/RdP avant d'arriver à Cancun », a souligné un délégué, « nous devons tirer des leçons du chaos de Copenhague ». Un autre a noté que « même si beaucoup d'entre nous pensent que nous devons aller au-delà de l'adage selon lequel «rien n'est convenu tant que tout n'est pas convenu», il va être difficile de trouver un terrain d'entente sur ce que sera un ensemble des décisions. »

Après le groupe de contact de l'AWG-KP sur les "chiffres", certains délégués déploraient le fait de n'avoir plus rien à dire et ne savaient pas trop s'ils pouvaient ajouter quelque chose de nouveau lors des discussions au cours de la semaine à venir, et ont continué à souligner que les engagements sur la table "ne maintiendront pas le thermomètre mondial au-dessous de 2 ° C». "Quoi qu'il en soit, nous allons attendre et voir" a commenté un délégué «on ne sait jamais, il pourrait y avoir quelques surprises en réserve pour nous ».